

ALERTE

**38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion,
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.**

Evénements clés d'ALERTE

1994	L'aboutissement d'une longue mobilisation des associations de lutte contre l'exclusion regroupées autour de l'Uniopss depuis 1985 qui conduit 30 associations de solidarité à se voir attribuer par le Gouvernement le label « grande cause nationale » et à communiquer sous le logo ALERTE. Depuis, d'autres associations ont rejoint ce groupe de départ.
1995	ALERTE diffuse un Pacte contre l'exclusion qui appelle à l'engagement de tous les acteurs de la société : citoyens, médias, entreprises, organismes sociaux, collectivités territoriales, État. ALERTE obtient, le 29 mars, lors d'un débat organisé par le collectif à la Maison de la Radio avec Messieurs CHIRAC, JOSPIN et BALLADUR, l'engagement des trois candidats à l'élection présidentielle de faire adopter une loi d'orientation contre l'exclusion.
1997	Un premier projet de loi d'orientation présenté par le Gouvernement JUPPE.
1998	Un programme du Gouvernement JOSPIN sur trois ans et un deuxième projet de la loi qui sera votée puis promulguée le 28 juillet : loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions.
1999	Propositions et amendements au projet de loi sur la CMU.
2000	Démarches auprès du Gouvernement français pour la mise en place, au niveau européen, de plans nationaux de lutte contre l'exclusion. Cette démarche est en relais avec celle d'EAPN auprès de la Commission européenne. Le traité de Nice décide de mettre ces plans à l'ordre du jour à partir de 2001.
Mai 2000	Une première évaluation de l'impact de la loi d'orientation de 1998 par ALERTE
2002	
Nov 2002	Deuxième bilan de la loi d'orientation de 1998 et propositions d'ALERTE aux Pouvoirs publics
2003	
Déc 2003	Rencontre ALERTE avec le Premier Ministre Jean-Pierre RAFFARIN : instauration de la Conférence nationale de lutte contre l'exclusion.
2004/2005	propositions et amendements au projet de loi de cohésion sociale
26 mai 2005	Journée ALERTE -Uniopss - Partenaires sociaux au Conseil économique et social Déclaration commune - Refondation d'ALERTE

ALERTE**38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion,
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.**

7 déc 2005	Appel solennel pour une politique du logement à la hauteur de la crise : texte cosigné et conférence de presse commune ALERTE, tous les syndicats représentatifs, toutes les associations de locataires et l'Union sociale pour l'habitat (USH).
2006	
5 mai 2006	Rencontre ALERTE avec le Premier Ministre Dominique de VILLEPIN : décision d'expérimenter le droit au logement opposable et le contrat unique d'insertion
23 mai 2006	Journée de travail avec les partenaires sociaux sur les contrats aidés
14 déc 2006	ALERTE participe à la Conférence de Matignon sur l'emploi et les revenus avec les partenaires sociaux
2007	Propositions et amendements au projet de loi DALO (droit au logement opposable)
12 mars 2007	ALERTE interpelle les candidats à l'élection présidentielle et commente leurs réponses. Publication d'un dossier spécial Présidentielles dans La Croix.
13 déc 2007	Après un an de travail, ALERTE rend public avec les partenaires sociaux un document commun : « l'accès des personnes en situation de précarité à un emploi permettant de vivre dignement ». Ce document est versé comme contribution au Grenelle de l'insertion.
2008	
1 ^{er} juillet 2008	Communiqué de presse appelant à une revalorisation des minima sociaux, et notamment du RMI.
22 sept 2008	Communiqué de presse présentant la position d'ALERTE sur le RSA
28 nov 2008	Conférence de presse pour attirer l'attention de l'opinion sur les premiers effets de la crise financière et économique sur les plus pauvres.
2008/2009	Le groupe ALERTE-Partenaires sociaux travaille sur un nouveau thème : l'accompagnement social, l'accompagnement professionnel et leur articulation.
2009	
16 fév 2009	A la veille du Sommet social entre le Gouvernement et les partenaires sociaux, alors que la crise économique s'aggravait, le collectif ALERTE a publié un communiqué de presse demandant aux négociateurs de prendre un plan de relance sociale.
20 fév 2009	Le collectif ALERTE a diffusé un communiqué de presse dénonçant la perquisition qui avait eu lieu dans la communauté Emmaüs de Marseille le 17 février à l'encontre de compagnons sans papiers. ALERTE a rappelé son

ALERTE**38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion,
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.**

	attachement au principe intangible de l'accueil inconditionnel dans les structures d'hébergement d'urgence, inscrit dans la loi DALO.
27 mai 2009	ALERTE donne, pour la deuxième fois, une conférence de presse pour alerter l'opinion sur les effets de la crise sur les pauvres.
17 oct 2009	A l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère, ALERTE a lancé avec les Partenaires sociaux un appel à une véritable mobilisation citoyenne contre la pauvreté et le chômage.
2010	
14 avril 2010	ALERTE organise une conférence de presse pour attirer l'attention de l'opinion publique sur la paupérisation des personnes âgées. Vingt-six organes de presse nationaux sont présents.
27 sept 2010	Le collectif ALERTE a publié un communiqué de presse demandant aux parlementaires de ne pas voter le projet de loi CESADA (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et demandeurs d'asile) durcissant le droit des étrangers.
2011	
10 février 2011	ALERTE a publié un guide commun avec les Partenaires sociaux sur l'accompagnement vers et dans l'emploi. Intitulé « Vers l'emploi, mais pas tout seul », cet ouvrage a été cosigné par toutes les organisations patronales, toutes les organisations syndicales sauf FO et les 35 associations du collectif ALERTE animé par l'Uniopss. Tiré en 500 exemplaires en papier, cet ouvrage a été très vite épuisé et donc mis en ligne gratuitement sur les sites de tous les signataires, sous la forme d'un livre électronique. L'Uniopss remercie particulièrement la CFDT qui a coordonné ce travail. Cette vision commune de l'accompagnement entre patronat, syndicats et associations a été présentée et débattue lors d'un colloque organisé par le groupe ALERTE-Partenaires sociaux au Conseil Economique, Social et Environnemental ce même jour.
10 mai 2011	ALERTE a diffusé un communiqué de presse protestant contre les propos inattendus et surprenants tenus dimanche 8 mai 2011 par Laurent Wauquiez, ministre chargé des Affaires européennes. Selon lui, les « dérives de l'assistanat » seraient « le cancer de la société française ». Le collectif ALERTE juge ces propos inacceptables et choquants et rétorque en disant que le cancer de notre société n'est pas l'assistanat mais le chômage.
1 ^{er} déc 2011	ALERTE a dénoncé par un communiqué les dangers d'une proposition de loi du député Léonard, adoptée en première lecture par l'Assemblée Nationale, qui aurait comme conséquence pratique d'interdire aux personnes pauvres de vivre en camping à l'année. Après trois mois, elles pourraient être expulsées. Ce communiqué de presse d'ALERTE a connu un grand retentissement dans les médias. Devant la pression associative, le député Léonard a fini par retirer du texte les dispositions contestées.

ALERTE

**38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion,
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.**

22 déc 2011	ALERTE a communiqué dans la presse pour dénoncer la sous - utilisation des crédits du Fonds d'aide au relogement d'urgence alors que la France compte 150 000 sans abris et 3,6 millions de mal logés, ce qui marque un dysfonctionnement inacceptable de ce fonds sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. ALERTE a par ailleurs critiqué ce que la ministre du budget, Valérie Pécresse, a proposé aux députés pour dépenser les crédits de ce fonds non utilisés : l'achat de gilets pare-balles pour les polices municipales !
2012	
5 avril 2012	ALERTE rend publique sa plateforme d'analyse et de propositions pour une politique globale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Elle est adressée à tous les candidats à l'élection présidentielle.
5 avril 2012	Le quotidien « La Croix » publie sur trois pages un dossier sur les propositions d'ALERTE et les réponses des six principaux candidats à l'élection présidentielle.
11 avril 2012	Après avoir rencontré les équipes de campagne des candidats, une délégation du collectif ALERTE a été reçue par François Hollande pendant une heure. Les associations ont pu lui rappeler et débattre avec lui de leurs analyses et propositions pour lutter contre la pauvreté contenues dans la plateforme ALERTE pour les présidentielles. François Hollande s'est engagé, comme le demandait ALERTE, à faire adopter, dès le début de son mandat, un plan quinquennal de lutte contre la pauvreté et l'exclusion comportant notamment la création de 15 000 places d'hébergement d'urgence. Ce plan serait préparé, comme le proposait ALERTE, par une Conférence nationale de Lutte contre la pauvreté réunissant tous les acteurs. Cet engagement d'une Conférence et d'un Plan quinquennal interministériel est devenu la soixante et unième proposition du candidat Hollande, inscrite dès le 11 avril sur son site de campagne.
11 juin 2012	Le Chef de l'Etat organise les 9 et 10 juillet 2012 une Conférence sociale à partir de sept tables rondes. Aucune n'est prévue sur le thème de la lutte contre la pauvreté. Les associations rappellent que lorsqu'il a reçu le collectif ALERTE le 11 avril 2012, le candidat s'est engagé, à établir, dès son élection, un Plan quinquennal interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. ALERTE, par un communiqué de presse, appelle solennellement le Chef de l'Etat à tenir cette promesse.
13 juillet 2012	Le Président de la République annonce officiellement que le Gouvernement va organiser une Conférence nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion afin d'élaborer un plan quinquennal interministériel pour l'inclusion. ALERTE se réjouit de cette annonce qui correspond à la promesse que lui avait faite François Hollande lors de son rendez-vous avec le collectif le 11 avril 2012. La Conférence nationale se déroulera les 10 et 11 décembre 2012. Elle sera

ALERTE

**38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion,
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.**

	<p>conclue par le Premier ministre. Après un Comité interministériel de lutte contre l'exclusion, le Premier ministre arrêtera le contenu du plan qui devrait être dévoilé par le Président de la République fin janvier 2013.</p>
15 octobre 2012	<p>ALERTE rend publiques ses propositions détaillées pour le contenu du Plan quinquennal et notamment une liste de 10 mesures qu'il estime incontournables pour faire reculer la pauvreté. Ces propositions inter-associatives sont versées comme contribution aux travaux préparatoires à la Conférence nationale.</p>
11 décembre 2012	<p>Au terme des deux journées de la conférence nationale de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, le Premier Ministre a annoncé les grandes lignes d'un plan quinquennal de lutte contre l'exclusion. Ce plan, doté de 2 à 2,5 milliards d'euros en 5 ans, est la concrétisation de la promesse faite par François Hollande au Collectif ALERTE pendant la campagne des élections présidentielles. Juste après le discours du Premier Ministre, ALERTE a tenu un point presse pour faire part de ses réactions à chaud. Près de cinquante médias étaient présents à ce point presse.</p>
2013	
15 janvier 2013	<p>Les 37 associations nationales de lutte contre la pauvreté réunies dans le Collectif ALERTE animé par l'Uniopss ont adressé ce jour au Premier Ministre une lettre lui faisant part de leurs réactions sur la Conférence nationale de lutte contre la pauvreté des 10 et 11 décembre 2012 et de leurs demandes pour le contenu du Plan qui sortira du Comité Interministériel de Lutte contre l'Exclusion (CILE) qui se tiendra le 21 janvier 2013. Elles ont demandé notamment que le plan quinquennal interministériel soit traduit dans une loi de programmation pluriannuelle.</p>
3 juillet 2013	<p>Le plan pluriannuel interministériel de lutte contre la pauvreté, dont le collectif ALERTE est à l'origine, a prévu une réforme des deux dispositifs de soutien financier aux revenus d'activité des travailleurs modestes, dans le sens d'une éventuelle fusion : le RSA activité et la prime pour l'emploi (PPE). En effet, le RSA activité connaît un taux de non recours de plus de deux tiers (68 %), ce qui l'empêche d'atteindre sa cible, et la PPE, faute de revalorisation, a perdu son efficacité.</p> <p>Par un communiqué de presse, ALERTE a fait savoir qu'il soutient cette proposition du plan, mais que le Gouvernement fait fausse route en demandant au groupe de travail qui prépare la réforme (groupe SIRUGUE) de le faire à dépenses constantes. En effet, du fait du non recours massif au RSA activité, c'est chaque année environ 1 milliard d'euros qui ne sont pas dépensés par le Fonds national des solidarités actives et sont donc supprimés dans les lois de finances.</p> <p>On ne peut pas faire une réforme pour lutter contre le non recours en profitant financièrement de celui-ci. Les 38 associations et fédérations</p>

ALERTE

**38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion,
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.**

	d'ALERTE demandent donc au Gouvernement de réintégrer dans la base de calcul de la réforme à venir la totalité des crédits prévus en 2008 et dus aux travailleurs pauvres ou modestes.
15 juillet 2013	Le jour même de la sortie du rapport SIRUGUE, ALERTE a écrit au Premier Ministre Jean-Marc AYRAULT, pour lui demander, comme il l'avait fait dans son communiqué du 3 juillet, de réintégrer dans la réforme du RSA activité et de la PPE la totalité des sommes inscrites au budget de l'Etat en 2008.
10 sept 2013	Par un communiqué de presse, ALERTE attire l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics sur une disposition de l'avant-projet de réforme des retraites qui prévoit un gel de la revalorisation des pensions pendant six mois. ALERTE demande que cette mesure, qui conduit à une perte de pouvoir d'achat des pensions de 0,6%, ne s'applique pas aux retraités pauvres (pensions inférieures au seuil de pauvreté).
2014	
13 janvier 2014	ALERTE rend public son bilan de la première année de mise en œuvre du plan de lutte contre la pauvreté. Un an après, le plan décidé en janvier 2013 est globalement sur les rails mais ALERTE demande une amélioration de la gouvernance territoriale et d'aller plus vite et plus fort, compte tenu de la gravité de la crise et de la situation de l'emploi et du logement.
26 mars 2014	ALERTE a écrit au Président de la République pour que la recherche de 50 milliards d'économies par l'Etat ne vienne pas amputer le plan pluriannuel interministériel de lutte contre la pauvreté et notamment les revalorisations prévues pour le RSA socle.
9 avril 2014	Dans un communiqué de presse ALERTE, les associations ont fait part de leur inquiétude après le discours de politique générale du Premier Ministre. En effet, ce discours n'évoque pas du tout le plan pluriannuel, ce qui peut faire craindre que la lutte contre la pauvreté ne soit plus une priorité du nouveau Gouvernement, malgré l'engagement présidentiel. Les associations demandent la sanctuarisation financière du plan et sa mise en œuvre interministérielle sous le pilotage du Premier Ministre. En outre, ALERTE demande la négociation d'un accord avec les partenaires sociaux sur l'accès à l'emploi des publics les plus éloignés.
11 avril 2014	Le Collectif ALERTE a écrit au Premier Ministre pour lui faire part de ses inquiétudes sur la pérennité du plan de lutte contre la pauvreté et demande un rendez-vous à Manuel Valls.
17 avril 2014	ALERTE a diffusé un communiqué de presse dénonçant certaines mesures d'économies décidées par le Conseil des Ministres du 16 avril, notamment la suspension de la revalorisation du RSA de 10% en 5 ans et le gel de l'APL. Le collectif ALERTE demande aux députés de ne pas voter ce volet du plan d'économies.

ALERTE

**38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion,
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.**

	Ce communiqué de presse est repris par plus de 30 médias.
28 avril 2014	<p>Le 28 avril 2014, le Premier ministre annonce que, finalement, la prochaine étape de la revalorisation exceptionnelle du RSA de 10% en 5 ans interviendra comme prévu le 1^{er} septembre 2014.</p> <p>Ainsi, ALERTE a obtenu satisfaction, au moins sur ce point.</p>
23 mai 2014	<p>Le Premier Ministre reçoit le collectif ALERTE. Lors de cet entretien, Manuel Valls s'est engagé publiquement à appliquer l'intégralité du plan pluriannuel et à respecter le rythme prévu de sa mise en œuvre.</p> <p>4 juillet 2014 Le collectif publie une contribution écrite à la Conférence sociale des 7 et 8 juillet. Il demande la négociation d'un ANI sur les chômeurs de longue durée.</p>
7 et 8 juillet 2014	<p>ALERTE, présent à la Conférence sociale, s'est exprimé à l'ouverture pour demander un ANI. Le collectif est satisfait que le Chef de l'Etat ait repris l'idée du collectif à son compte : la conclusion d'un ANI sur le chômage de longue durée Cette idée est ensuite inscrite dans la feuille de route de la Conférence sociale.</p>
11 septembre 2014	<p>ALERTE publie un communiqué de presse pour que les partenaires sociaux inscrivent ce sujet du chômage de longue durée dans leur « agenda social ». Ce sera bien le cas, sans toutefois que le mot « ANI » ne figure.</p>
21 novembre 2014	<p>ALERTE s'est félicité de la décision du Conseil des Ministres du 20 novembre de fusionner le RSA activité et la prime pour l'emploi (PPE). Toutefois ALERTE a rappelé quelles conditions il fallait réunir pour qu'une telle réforme soit positive.</p>
9 décembre 2014	<p>Dans un communiqué de presse, ALERTE s'est prononcé sur le projet de loi asile. Le collectif a noté des avancées, mais aussi des points inquiétants.</p>